

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1983-1984

17 NOVEMBRE 1983

Projet de loi relatif aux traitements des membres, référendaires et greffiers de la Cour d'arbitrage, à leur présentation et nomination ainsi qu'aux outrages et violences envers les membres de cette Cour

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION
ET DES REFORMES DES INSTITUTIONS
PAR M. LALLEMAND

Le présent projet a fait l'objet d'une discussion en Commission les jeudis 10 et 17 novembre 1983.

Une discussion générale a porté sur deux points :

1. quant à la mise en place de la Cour d'arbitrage;
2. quant à la définition des traitements des membres de la Cour.

1. Quant à la mise en place de la Cour d'arbitrage

Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) déclare que les arrêtés d'exécution de la loi relative à la Cour d'arbi-

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Leemans, président; André, Bascour, Gijs, Goossens, Mmes Herman-Michielsens, Pétry, MM. Pouillet, Uyttendaele, Vandenhaute, Van der Elst, Van In, Wathélet, Weckx et Lallemand, rapporteur.

Membres suppléants : Mme Delruelle-Ghobert, M. Degroeve, Mme De Pauw-Deveen, MM. Gramme, E. Peetermans et Van Herreweghe.

R. A 12839

Voir :

Document du Sénat :

563 (1982-1983) : N° 1 : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1983-1984

17 NOVEMBER 1983

Ontwerp van wet betreffende de wedden van de leden, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragehof, hun voordracht en benoeming, evenals de smaad en het geweld tegen de leden van dit Hof

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
HERZIENING VAN DE GRONDWET EN DE
HERVORMING DER INSTELLINGEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER LALLEMAND

Het voorgelegde ontwerp is in de commissie behandeld op donderdag 10 en donderdag 17 november 1983.

De algemene bespreking had betrekking op twee punten :

1. de installatie van het Arbitragehof;
2. het bepalen van de wedden van de leden van het Hof.

1. De installatie van het Arbitragehof

De Minister van Institutionele Hervormingen (F) verklaart dat de besluiten ter uitvoering van de wet betreffende het

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Leemans, voorzitter; André, Bascour, Gijs, Goossens, de dames Herman-Michielsens, Pétry, de heren Pouillet, Uyttendaele, Vandenhaute, Van der Elst, Van In, Wathélet, Weckx en Lallemand, verslaggever.

Plaatsvervangers : Mevr. Delruelle-Ghobert, de heer Degroeve, Mevr. De Pauw-Deveen, de heren Gramme, E. Peetermans en Van Herreweghe.

R. A 12839

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

563 (1982-1983) : N° 1 : Ontwerp van wet.

trage sont préparés et seront publiés dès que le projet de loi réglant le statut des membres de la Cour et le projet relatif aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage seront adoptés par le Parlement.

A ce moment, dit-il, il sera possible de passer à la nomination des membres de la Cour dans le délai le plus bref.

Lors d'une discussion ultérieure, le Ministre a fait remarquer qu'il n'était pas nécessaire d'attendre que soit voté le projet de loi relatif aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage sur les décisions judiciaires pour faire procéder sans plus attendre à la présentation des membres par le Sénat.

Le Ministre souligne que la procédure de présentation prendra peut-être un temps considérable.

En procédant à la présentation sans plus tarder, le Gouvernement gagnera du temps.

Un membre a fait remarquer qu'en tout état de cause le Roi devra attendre la promulgation de la loi sur les effets des arrêts de la Cour d'arbitrage avant de procéder à la désignation des membres de cette Cour.

2. Quant à la définition du statut des membres de la Cour d'arbitrage et de leur traitement

Le Ministre souligne que le traitement des membres de la Cour a été aligné sur celui des membres de la Cour de cassation.

Le même principe a été appliqué pour définir le traitement des greffiers de la Cour d'arbitrage.

Les garanties à prendre en considération pour la présentation et la nomination des membres de la Cour ont été définies à partir des règles applicables à l'ordre judiciaire.

Dans le même esprit, l'article 6 du projet tend à appliquer les mêmes peines en cas d'outrage et de violences envers les membres de la Cour d'arbitrage que celles qui sont prévues pour les outrages et violences envers les membres de l'ordre judiciaire.

Un membre affirme que cet alignement du statut de la Cour a été, pour une part, inspiré par certains membres de la Cour de cassation.

Mais à travers la définition du traitement, c'est le statut de la Cour d'arbitrage qui est en jeu.

Selon ce commissaire, le législateur a voulu que la Cour d'arbitrage devienne la plus haute juridiction du pays, et il estime dès lors opportun que les membres de la Cour aient un traitement qui soit en concordance avec la situation prééminente qui doit leur être reconnue.

Il faut, en tout cas, éviter qu'un membre du Conseil d'Etat, par exemple, voit son traitement diminuer en raison de sa promotion à la Cour d'arbitrage.

Arbitragehof in voorbereiding zijn en bekendgemaakt zullen worden zodra het Parlement het wetsontwerp tot regeling van het statuut van de leden van het Hof en het wetsontwerp betreffende de gevolgen van de vernietigende arresten van het Arbitragehof zal hebben aangenomen.

Op dat ogenblik, zo zegt hij, zal het mogelijk zijn om de leden van het Hof binnen de kortste tijd te benoemen.

In een latere discussie heeft de Minister erop gewezen dat de Senaat niet behoefde te wachten op de goedkeuring van het wetsontwerp betreffende de gevolgen van de arresten door het Arbitragehof gewezen tot vernietiging van rechterlijke beslissingen om over te gaan tot de voordracht van de leden.

De Minister legt er de nadruk op dat de voordrachtprocedure wellicht veel tijd in beslag zal nemen.

Een onverwijld voordracht zal de Regering tijd doen winnen.

Een lid merkt op dat de Koning hoe dan ook zal moeten wachten op de afkondiging van de wet betreffende de gevolgen van de arresten van het Arbitragehof om de leden van dit Hof te benoemen.

2. Bepaling van het statuut en de wedde van de leden van het Arbitragehof

De Minister onderstreept dat de wedde van de leden van het Arbitragehof afgestemd is op die van de leden van het Hof van Cassatie.

Hetzelfde geldt voor de wedde van de griffiers van het Arbitragehof.

De waarborgen voor de voordracht en de benoeming van de leden van het Arbitragehof zijn afgeleid uit de regels die van toepassing zijn op de rechterlijke macht.

In dezelfde geest stelt artikel 6 op smaad en geweld tegen de leden van het Arbitragehof dezelfde straffen die staan op smaad en geweld tegen de leden van de rechterlijke macht.

Een lid verklaart dat de gedachte om de statuten op elkaar af te stemmen ten dele is uitgegaan van bepaalde leden van het Hof van Cassatie.

Maar de vaststelling van de wedden is medebepalend voor het statuut van het Arbitragehof.

Volgens dat lid heeft de wetgever van het Arbitragehof het hoogste rechtscollege van het land willen maken en hij acht het derhalve passend dat de leden van het Hof een wedde ontvangen in overeenstemming met de preëminente plaats die hun is toebedacht.

In ieder geval moet worden voorkomen dat een lid van de Raad van State, bijvoorbeeld, door zijn bevordering tot lid van het Arbitragehof zijn wedde verminderd zou zien.

Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) ne peut accepter que le traitement des membres de la Cour d'arbitrage soit par principe supérieur à celui accordé aux membres de la Cour de cassation.

Il redoute que, s'il en était ainsi, la Cour d'arbitrage prenne le rang de Cour constitutionnelle, et qu'elle ait le pas sur le Parlement.

On n'imagine pas, dit le Ministre, que les membres de la Cour d'arbitrage aient préséance de rang sur les présidents des Chambres législatives.

La Cour d'arbitrage, dit-il, doit être mise au même niveau que la Cour de cassation, étant bien entendu qu'elle ne fait pas partie de l'ordre judiciaire.

Le Ministre rappelle, d'autre part, les difficultés budgétaires que connaît le pays. Il n'est pas assuré, dit-il, que la Cour d'arbitrage aura tellement de travail. Il cite à cet égard les réflexions de M. Perin, rapportées par la presse.

Le commissaire répond que l'on doit définir la Cour d'arbitrage comme une juridiction à part entière et non comme une institution dont les membres se livreraient à un travail à temps partiel.

Le membre affirme d'ailleurs sa conviction que dans l'état actuel des pratiques législatives, il est assuré que la Cour d'arbitrage aura, au contraire, beaucoup de problèmes épineux à régler.

Enfin, le fait de placer la Cour d'arbitrage au sommet des juridictions n'implique nullement qu'elle ait une quelconque préséance sur les représentants des Chambres législatives.

Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) répond à l'intervenant que l'article 2 du projet prévoit précisément que le passage à la Cour d'arbitrage ne peut jamais entraîner une diminution de traitement pour le magistrat ou le fonctionnaire qui accéderait à la Cour.

Cette remarque suscite cependant d'autres réflexions qui seront développées lors de la discussion de l'article 1^{er}.

c) Discussion générale sur la présentation

Un commissaire veut savoir comment la présentation des candidatures sera faite, plus spécialement lors de la première nomination des membres.

Le candidat devra-t-il présenter sa candidature pour chaque place séparément ou pourra-t-il le faire pour toutes les places vacantes en même temps ?

Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) répond que les candidats poseront leur candidature à une place déterminée mais il est évident que pour la première présentation, toutes les places seront déclarées ouvertes en même temps.

De Minister van Institutionele Hervormingen (F) kan niet aannemen dat de leden van het Arbitragehof principieel een hogere wedde zouden moeten ontvangen dan de leden van het Hof van Cassatie.

Hij is beducht dat het Arbitragehof zich in dat geval als Grondwettelijk Hof zal opstellen en het Parlement overvleugelen.

Het is niet denkbaar, aldus de Minister, dat de leden van het Arbitragehof voorrang zouden hebben boven de voorzitters van de Wetgevende Kamers.

Het Arbitragehof, zo zegt hij, behoort dezelfde rang te hebben als het Hof van Cassatie, met dien verstande dat het geen deel uitmaakt van de rechterlijke macht.

De Minister herinnert anderzijds aan de budgettaire moeilijkheden van het land. Het is niet zeker dat het Arbitragehof zo veel werk zal hebben. Hij verwijst in dit verband naar de bedenkingen van de heer Perin die in de pers te lezen waren.

Het commissielid antwoordt dat het Arbitragehof moet worden gezien als een volwaardig rechtscollege en niet als een instelling waarvan de leden deeltijdsarbeid zouden verrichten.

Het lid zegt overigens overtuigd te zijn dat in de tegenwoordige stand van de wetgevingspraktijk het Arbitragehof integendeel veel netelige problemen zal hebben op te lossen.

Ten slotte, het Arbitragehof aan de top van de rechtscolleges plaatsen betekent geenszins dat het voorrang zou hebben boven de leden van de Wetgevende Kamers.

De Minister van Institutionele Hervormingen (F) antwoordt dat krachtens artikel 2 van het ontwerp de overgang van een magistraat of ambtenaar naar het Arbitragehof voor de betrokkene nooit tot weddeverlies mag leiden.

Dit antwoord geeft dan weer aanleiding tot andere bedenkingen, die uitvoeriger behandeld zullen worden bij de bespreking van artikel 1.

c) Algemene bespreking over de voordracht

Een commissielid vraagt hoe de voordracht van kandidaten zal geschieden, inzonderheid bij de eerste benoeming van de leden.

Zal een gegadigde zich voor iedere plaats afzonderlijk kandidaat moeten stellen of kan hij dit doen voor alle openstaande plaatsen tegelijk ?

De Minister van Institutionele Hervormingen (F) antwoordt dat de gegadigden zich kandidaat zullen stellen voor een bepaalde plaats, maar het ligt voor de hand dat bij de eerste voordracht alle plaatsen terzelfder tijd open verklaard zullen worden.

Chaque candidat pourra donc présenter sa candidature à toutes les places du groupe linguistique auquel il peut prétendre en vertu de son statut, qu'il soit celui d'un ancien parlementaire, d'un professeur, d'un magistrat, etc.

Un membre demande si, pour la première présentation, il ne faudra pas présupposer que le candidat est présumé avoir posé sa candidature pour toutes les places auxquelles il peut avoir accès.

Le Ministre des Réformes institutionnelles confirme ce point de vue et cite l'exemple d'un ancien parlementaire qui est en même temps professeur d'université, et qui justifie, en outre, de la connaissance suffisante de l'allemand.

Pour la première présentation, chaque candidat, dit le Ministre, sera présumé poser sa candidature pour toutes les places auxquelles ses titres lui donnent droit d'accès.

Mais, ajoute-t-il, chaque candidat sera, théoriquement, libre de déclarer qu'il ne postule nomination qu'à une place déterminée, correspondant à une des catégories auxquelles il appartient (exemple : professeur, magistrat, parlementaire...).

Un membre demande quelle autorité réglera les modalités de la modération des revenus, les règles de cumul, etc.

Le Ministre fait remarquer que les modalités de modération des revenus, l'interdiction de cumul, sont prévues par la loi organique de la Cour.

Quant aux pensions des anciens parlementaires, qui deviendraient membres de la Cour d'arbitrage, celles-ci sont réglées par les Caisses de pension des parlementaires.

Discussion des articles

Article 1^{er}

Le Gouvernement présente un amendement tendant à aligner les traitements des membres et des référendaires de la Cour d'arbitrage sur ceux de certains membres de la Cour de cassation.

Le traitement du Président de la Cour d'arbitrage serait identique à celui du Premier Président de la Cour de cassation. Les membres de la Cour d'arbitrage bénéficieraient du traitement des conseillers à la Cour de cassation.

Quant aux référendaires, leur traitement serait celui des substituts du procureur du Roi.

Le traitement des greffiers de la Cour d'arbitrage serait égal à celui du greffier en chef de la Cour de cassation.

Le Gouvernement justifie cette modification du projet par les difficultés que peut susciter l'adaptation périodique des traitements.

Iedere gegadigde zal zich dus kandidaat kunnen stellen voor alle plaatsen van de taalgroep waartoe hij volgens zijn status behoort, hetzij dus als gewezen parlementslid als hoogleraar, als magistraat, enz.

Een lid vraagt of men er bij de eerste voordracht niet van moet uitgaan dat de gegadigden geacht worden zich kandidaat te stellen voor alle plaatsen waarvoor zij in aanmerking komen.

De Minister van Institutionele Hervormingen bevestigt dit en noemt het voorbeeld van een gewezen parlementariër, die tevens hoogleraar is en bovendien blijk geeft voldoende Duits te kennen.

Voor de eerste voordracht, aldus de Minister, zal ieder gegadigde geacht worden zich kandidaat te stellen voor alle plaatsen waarvoor hij volgens zijn titels in aanmerking kan komen.

Maar, voegt hij eraan toe, iedere kandidaat is in theorie vrij te verklaren dat hij alleen dingt naar een bepaalde plaats in overeenstemming met een van de categorieën waartoe hij behoort (b.v. hoogleraar, magistraat, parlementslid...).

Een lid vraagt welke instantie nadere regels zal bepalen voor de inkomensmatiging, de cumulatie, enz.

De Minister merkt op dat de regels voor de inkomensmatiging en het cumulatieverbod vastgesteld zijn in de wet houdende inrichting van het Arbitragehof.

Voor de pensioenen van de voormalige parlementsliden die lid worden van het Arbitragehof, zal een regeling getroffen worden door de Pensioenkas van de Parlementsliden.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

De Regering stelt bij wege van amendement voor om de wedden van de leden en de referendarissen van het Arbitragehof af te stemmen op die van bepaalde leden van het Hof van Cassatie.

De wedde van de Voorzitter van het Arbitragehof zou gelijk zijn aan die van de Eerste Voorzitter van het Hof van Cassatie. De leden van het Arbitragehof zouden dezelfde wedde ontvangen als de raadsheren in het Hof van Cassatie.

De wedde van de referendarissen zou dezelfde zijn als die van de substituten van de procureur des Konings.

De wedde van de griffiers van het Arbitragehof zou gelijk zijn aan die van hoofdgriffier van het Hof van Cassatie.

De Regering verantwoordt deze wijziging van het ontwerp door te wijzen op de moeilijkheden die de periodieke aanpassing van de wedden zou kunnen scheppen.

Il paraît au Gouvernement plus opportun de renoncer à définir de manière autonome les traitements des membres de la Cour d'arbitrage comme cela avait été prévu dans le projet originaire.

La discussion se porte donc sur l'amendement du Gouvernement. Plusieurs membres souhaitent que le traitement de tous les membres de la Cour soit identique dès le départ.

Ils souhaitent donc un statut uniforme.

Ces commissaires trouvent regrettable que des inégalités puissent exister entre, notamment, les membres parlementaires et les membres venus de la Cour de cassation ou du Conseil d'Etat.

Le Ministre estime au contraire qu'il n'est pas souhaitable d'annuler les effets de la carrière antérieure des membres.

Il n'est pas, dit-il, normal qu'un jeune professeur d'université soit mis sur le même pied et bénéficie du même statut barémique qu'un magistrat ayant 25 ou 30 ans de carrière.

Un autre membre propose de tenir compte de l'âge du membre de la Cour d'arbitrage mais en partant du même barème.

Le représentant du Ministre déclare que deux systèmes sont possibles. Ou bien le Parlement fixe un montant de base avec application des majorations obtenues au cours de la carrière. Ou bien on fixe un traitement de base en y ajoutant une ancienneté fictive sans tenir compte dès lors de la carrière antérieure.

A la suite de ce débat, qui a révélé le souci de la Commission de donner aux membres de la Cour d'arbitrage un statut conforme au rang de cette juridiction et d'autre part, de garantir à ses membres un traitement qui ne soit pas de nature à décourager ceux qui voudraient accéder à la Cour, le Ministre déclare revoir la position du Gouvernement. Il dépose un amendement tendant à remplacer le texte de l'article 1^{er}.

L'amendement entend aligner le traitement des membres de la Cour d'arbitrage sur celui des avocats généraux à la Cour de cassation. Les avocats généraux de la Cour de cassation, en effet, ont un traitement plus élevé que celui des conseillers.

Le Ministre a ainsi entendu tenir compte des observations qui avaient été faites. Il maintient cependant son point de vue selon lequel il convient d'adapter les traitements en fonction de la carrière poursuivie antérieurement.

Un membre se rallie à ce point de vue, en soulignant les différences de carrière qui pourraient exister entre les membres de la Cour d'arbitrage.

Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) souligne que cette différence sera maintenue par application de l'article 2 du projet.

Les membres de la Commission se rallient au 2^e amendement du Gouvernement.

Het lijkt de Regering wenselijker om de wedden van de leden van het Arbitragehof niet autonoom te bepalen, zoals in het oorspronkelijk ontwerp het geval was.

De bespreking loopt dus over het regeringsamendement. Verscheidene leden wensen dat de wedde voor alle leden van het Hof van het begin af gelijk zal zijn.

Zij wensen met andere woorden een eenvormig statuut.

Die commissieleden betreuren het dat er ongelijkheid kan bestaan tussen b.v. de leden die parlementariër zijn geweest en de leden die van het Hof van Cassatie of de Raad van State komen.

De Minister acht het integendeel niet gewenst om het effect van de vroegere loopbaan van de leden teniet te doen.

Hij vindt het niet normaal dat een jonge hoogleraar op voet van gelijkheid zou worden geplaatst met en dezelfde weddeschaal zou hebben als een magistraat met 25 of 30 jaar dienst.

Een ander lid stelt voor om rekening te houden met de leeftijd van de leden van het Arbitragehof, maar wel uit te gaan van dezelfde weddeschaal.

De vertegenwoordiger van de Minister zegt dat er twee systemen mogelijk zijn. Ofwel bepaalt het Parlement een basisbedrag met toepassing van de verhogingen die tijdens de loopbaan verkregen zijn. Ofwel wordt een basiswedde vastgesteld met toevoeging van een fictieve anciënniteit, dus zonder rekening te houden met de vroegere loopbaan.

Uit dit debat volgt dat het de Commissie erom te doen is aan de leden van het Arbitragehof een statuut te geven in overeenstemming met de rang van dit rechtscollege en hun anderzijds een zodanige wedde te waarborgen dat zij die lid van het Hof zouden willen worden, niet van hun voornemen worden teruggehouden. Daarop verklaart de Minister het standpunt van de Regering te willen herzien. Hij dient een amendement in ter vervanging van artikel 1.

Het amendement beoogt de wedde van de leden van het Arbitragehof af te stemmen op die van de advocaten-generaal bij het Hof van Cassatie. De advocaten-generaal bij het Hof van Cassatie ontvangen namelijk een hogere wedde dan de raadsheren.

Zodoende wil de Minister rekening houden met de gemaakte opmerkingen. Hij handhaaft echter zijn standpunt dat de wedden aangepast moeten worden bij de vroegere loopbaan.

Een lid is het hiermee eens en wijst op de verschillen in loopbaan die er tussen de leden van het Arbitragehof kunnen bestaan.

De Minister van Institutionele Hervormingen (F) onderstreept dat dit verschil gehandhaafd zal blijven met toepassing van artikel 2 van het ontwerp.

De leden van de Commissie stemmen in met het tweede amendement van de Regering.

La plupart veulent éviter que certains conseillers à la Cour de cassation ou au Conseil d'Etat renoncent à poser leur candidature parce qu'ils ne trouveraient pas un statut financier amélioré en accédant à la Cour d'arbitrage. Tous souhaitent éviter un débat en séance plénière, qui risquerait de ternir l'image de la Cour avant même qu'elle ne soit constituée.

La Commission unanime se rallie à l'amendement présenté par le Gouverneur et adopte l'article ainsi amendé à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 2

L'article 2 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 3

Un membre fait observer la différence qui existe entre le traitement d'un greffier en chef à la Cour de cassation et le traitement lié à la même fonction au Conseil d'Etat.

Il est fait remarquer que cette différence se justifie par le fait que les deux fonctions ne sont pas identiques.

Le greffier au Conseil d'Etat est en effet chef du personnel.

Le Ministre quant à lui n'entend pas modifier la référence au traitement du greffier en chef à la Cour de cassation.

L'article 3, amendé par le Gouvernement, est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 4

L'article 4 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 5

Le Ministre fait remarquer que cette disposition définit des garanties indispensables pour éviter que des nominations soient faites sans que tous les candidats, qui répondent aux conditions, aient eu l'occasion de faire acte de candidature.

L'article 5 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Il en est de même des articles 7 et 8.

L'ensemble du projet amendé est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

Le Rapporteur,
R. LALLEMAND.

Le Président,
E. LEEMANS.

De meesten onder hen willen voorkomen dat bepaalde Cassatieraden of Staatsraden van een kandidatuur zouden afzien omdat hun bij het Arbitragehof geen betere financiële status ten deel zou vallen. Allen wensen een debat in de openbare vergadering uit de weg te gaan, omdat het een smet zou kunnen werpen op het Hof, nog vóór het tot stand gekomen is.

De Commissie aanvaardt met algemene stemmen het regeringsamendement en het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 2

Artikel 2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 3

Een lid wijst erop dat er een verschil bestaat tussen de wedde van een hoofdgriffier bij het Hof van Cassatie en de wedde voor hetzelfde ambt bij de Raad van State.

Er wordt opgemerkt dat dit verschil gerechtvaardigd is omdat de twee ambten niet volkomen gelijk zijn.

De griffier bij de Raad van State is immers ook hoofd van het personeel.

De Minister is zijnerzijds niet van plan de verwijzing naar de wedde van hoofdgriffier bij het Hof van Cassatie te veranderen.

Artikel 3, zoals door de Regering geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 4

Artikel 4 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 5

De Minister wijst erop dat dit artikel de waarborgen omschrijft die onontbeerlijk zijn om te voorkomen dat er benoemingen worden gedaan zonder dat alle gegadigden die aan de eisen voldoen, de gelegenheid hebben gehad om zich kandidaat te stellen.

Artikel 5 wordt aangenomen met bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 7 en 8.

Het geamendeerde ontwerp wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

De Verslaggever,
R. LALLEMAND.

De Voorzitter
E. LEEMANS.

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

CHAPITRE I

Des rémunérations des membres, référendaires et greffiers de la Cour d'arbitrage

ARTICLE 1^{er}

Les traitements des membres et des référendaires de la Cour d'arbitrage sont fixés comme suit :

— Président : le traitement du Premier Président de la Cour de cassation;

— Membre : le traitement des avocats généraux à la Cour de cassation;

— Référendaire : le traitement des substituts du procureur du Roi.

ART. 2

Les articles 360, 361, 362, 363, 365 et 377 du Code judiciaire sont applicables aux membres et aux référendaires de la Cour d'arbitrage. Pour l'application de l'article 365, § 2, du Code judiciaire, la durée du mandat parlementaire entre en compte pour le calcul de l'ancienneté.

ART. 3

Le traitement des greffiers de la Cour d'arbitrage est égal à celui du greffier en chef de la Cour de cassation.

ART. 4

Les articles 367, 368, 371 et 377 du Code judiciaire sont applicables aux greffiers de la Cour d'arbitrage.

CHAPITRE II

Des présentations et des nominations à la Cour d'arbitrage

ART. 5

Il ne peut être procédé aux présentations prévues aux articles 21, § 2, et 26, § 1^{er}, de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, ni aux nominations de référendaire, qu'après que la place est devenue vacante et quinze jours au moins après la publication de la vacance au *Moniteur belge*. Cette publication pourra avoir lieu au plus tôt trois mois avant la vacance.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

HOOFDSTUK I

Bezoldigingen van de leden, van de referendarissen en van de griffiers van het Arbitragehof

ARTIKEL 1

De wedden van de leden en van de referendarissen van het Arbitragehof worden bepaald als volgt :

— Voorzitter : de wedde van de Eerste Voorzitter van het Hof van Cassatie;

— Lid : de wedde van de advocaten-generaal bij het Hof van Cassatie;

— Referendaris : de wedde van de substituten van de procureur des Konings.

ART. 2

De artikelen 360, 361, 362, 363, 365 en 377 van het Gerechtelijk Wetboek zijn mede van toepassing op de leden en de referendarissen van het Arbitragehof. Voor de toepassing van artikel 365, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek komt de duur van het parlementair mandaat in aanmerking bij de berekening van de anciënniteit.

ART. 3

De wedde van de griffiers van het Arbitragehof is gelijk aan de wedde van de hoofdgriffier van het Hof van Cassatie.

ART. 4

De artikelen 367, 368, 371 en 377 van het Gerechtelijk Wetboek zijn mede van toepassing op de griffiers van het Arbitragehof.

HOOFDSTUK II

Voordrachten en benoemingen bij het Arbitragehof

ART. 5

Geen voordracht overeenkomstig de artikelen 21, § 2, en 26, § 1, van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof, noch benoeming tot referendaris kan geschieden dan bij vacature en ten minste vijftien dagen na bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*. Die bekendmaking mag niet vroeger dan drie maanden vóór het ontstaan van de vacature geschieden.

Chaque présentation fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*; la nomination ne peut intervenir au plus tôt que quinze jours après celle-ci.

CHAPITRE III

Des outrages et des violences envers les membres de la Cour d'arbitrage

ART. 6

Dans l'article 275, alinéa 1^{er}, du Code pénal, les mots « un membre de la Cour d'arbitrage » sont insérés entre les mots « un ministre » et « ou un magistrat ».

ART. 7

Dans l'article 278, alinéa 1^{er}, du Code pénal, les mots « un membre de la Cour d'arbitrage » sont insérés entre les mots « un ministre » et « un magistrat ».

Iedere voordracht wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt; de benoeming mag niet vroeger dan vijftien dagen na die bekendmaking geschieden.

HOOFDSTUK III

Smaad en geweld tegen leden van het Arbitragehof

ART. 6

In artikel 275, eerste lid, van het Strafwetboek worden tussen de woorden « een minister » en « of een magistraat » ingevoegd de woorden « een lid van het Arbitragehof ».

ART. 7

In artikel 278, eerste lid, van het Strafwetboek worden de tussen de woorden « een minister » en « een magistraat » ingevoegd de woorden « een lid van het Arbitragehof ».